

# Ordre de tirer sur les trafiquants de drogue... en Indonésie



« Le président a donné l'ordre à la police de tirer systématiquement sur les trafiquants de drogue présumés, même étrangers, s'ils résistent à une arrestation. Il a dit aux policiers le week-end dernier : soyez fermes, s'ils résistent même un tout petit peu, tirez !... »

Quoi, le président de la République française, M. Emmanuel Macron a donné à la police l'ordre d'être ferme, de tirer ?... Ah non, non hélas, il ne s'agit pas de Macron mais du président indonésien Joko Widodo :

[http://www.lexpressiondz.com/linformation\\_en\\_continue/271860-ordre-du-pr%C3%A9sident-indon%C3%A9sien-%3A-%C2%AB-tirez-sur-les-trafiquants-de-droque-%21.html](http://www.lexpressiondz.com/linformation_en_continue/271860-ordre-du-pr%C3%A9sident-indon%C3%A9sien-%3A-%C2%AB-tirez-sur-les-trafiquants-de-droque-%21.html)

Une telle sévérité mérite d'être saluée. Le Président Widodo prend la menace de la drogue très au sérieux. Il y a six millions d'usagers de la drogue en Indonésie, pour 255 millions d'habitants et la situation est jugée très préoccupante. De plus la confiance qu'il a dans la police fait vraiment plaisir. Ce n'est pas le cas dans tous les pays, dont le nôtre, malheureusement...

Naturellement les associations droits de l'homme, toujours elles, sont immédiatement montées au créneau, disant que c'était un feu vert pour tirer sans respecter les procédures. Il faut dire que le trafic de drogue est très sévèrement réprimé en Indonésie : la sanction est la peine de mort pour tout passeur ayant cinq grammes de drogue. Ces associations se sont déjà battues dans les Philippines pour la même raison. Elles ne voient pas le problème du deal. Au nom des droits de l'homme, il faut laisser se développer le danger. La mafia des dealers se félicite d'avoir trouvé ces défenseurs inattendus.

Le peine de mort c'est peut-être un peu trop, mais ces passeurs mettent en danger de mort les consommateurs, non ?

Comme on apprécierait qu'en France les sanctions, sans peut-être atteindre la peine de mort, soient durcies. Car on ne peut pas accepter qu'une partie des jeunes et moins jeunes se shootent, compromettant ainsi leur avenir et aussi le nôtre. On ne peut pas continuer à accepter cet énorme problème de santé publique.

Comme on aimerait en particulier que soient mis hors d'état de nuire les petites frappes qui dealent dans les halls d'immeubles, dans lesquels ils n'habitent pas forcément. Car le nouveau « must » pour les dealers c'est de dealer dans des communes où on ne les connaît pas. Ils squattent les cages d'escaliers 7 jours sur 7, 24 h sur 24, empêchant une vie normale, demandant un droit de passage, (oui : payer pour rentrer chez soi !) questionnant les gens pour savoir qui ils sont, où ils vont, qui ils vont voir, les accompagnant même, faisant du bruit jusqu'à pas d'heure et empêchant les gens de dormir, allant jusqu'à frapper, cogner, susciter des bagarres avec ceux qui se plaignent.

Mais au lieu de mettre de l'ordre la police ferme les yeux et tolère tout. On a même créé des salles de shoot, dénommées « salles de consommation à moindre risque ». C'est joli comme nom, n'est-ce-pas ?... La novlangue a de ces délicatesses.



Mais le risque est... pour les voisins. Car ces salles empoisonnent non seulement ceux qui y ont recours mais tout simplement le voisinage en raison des débordements qui se produisent. Non seulement ces salles reçoivent jusqu'à 200 personnes par jour mais encore des gens trouvent le moyen de se piquer sur le trottoir devant l'entrée, (on se demande alors pourquoi ces salles existent), abandonnant sur place seringues usagées et autres objets douteux n'importe où. Ils urinent devant tout le monde et se bagarrent... Ils se montrent agressifs et font fuir les clients des commerces, les commerçants ne se sentent plus tranquilles. La sécurité est compromise.

La semaine dernière un drogué a agonisé de longues heures puis est mort dans la rue juste devant l'hôpital Lariboisière et la salle de shoot sans que l'association qui la gère ne semble s'en émouvoir.

Il est vrai que les gens qui vont dans les salles de shoot ne sont pas trafiquants, juste consommateurs, même si on dit que les deux vont ensemble. Mais dans ces salles, n'est ce pas l'Etat qui devient dealer ?...

Qu'attend-on pour remettre de l'ordre et coffrer les trafiquants ? Pour lutter contre ce fléau ? On attend que la drogue soit complètement banalisée dès la maternelle ? Que toute la France soit addict ? On en prend le chemin. Alors, bravo au président indonésien.

**Sophie Durand**